



HAL
open science

Préparatifs de succession en Indonésie

Françoise Cayrac-Blanchard

► **To cite this version:**

Françoise Cayrac-Blanchard. Préparatifs de succession en Indonésie. Les Études du CERI, 1997, 24, pp.2-27. hal-03579333

HAL Id: hal-03579333

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03579333>

Submitted on 18 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike| 4.0
International License

Les Études du CERI
N° 24 - mars 1997

Préparatifs de succession en Indonésie

Françoise Cayrac-Blanchard

Préparatifs de succession en Indonésie

Françoise Cayrac-Blanchard

Le Roi fait tout pour garder ses sujets
le cœur vide
l'estomac plein
Le Roi fait tout pour s'assurer
que le peuple ne sait pas
que ceux qui savent
n'osent pas
ne passent jamais à l'action
ainsi tout n'est qu'ordre et stabilité
ordre et stabilité

(*Sukses* [Succession], pièce de Nano Riantiaro,
interdite en 1990)

Pour l'Indonésie, la conférence de Bandung et le temps où Sukarno se voulait à l'avant-garde de la lutte anti-impérialiste appartiennent à un déjà lointain passé. Cet immense archipel de 1 900 000 kilomètres carrés s'étendant sur 5 000 kilomètres d'Ouest en Est, soit la distance de Brest à l'Oural, et que ses 200 millions d'habitants placent au quatrième rang mondial pour la population, abrite aujourd'hui l'un de ces nouveaux " tigres " d'Asie dont le taux de croissance rend jaloux l'Occident et fait évoquer aux experts un " miracle asiatique ".

Depuis 1966, année où l'armée a pris le pouvoir, l'Indonésie vit à l'heure de l'" Ordre nouveau ". Ce régime, dans lequel le général Suharto, devenu président, s'est assuré un rôle de plus en plus dominant, s'est fixé comme objectifs prioritaires la stabilité politique et le développement économique. Trente ans plus tard, ces objectifs paraissent atteints. Le premier, grâce à un autoritarisme qui réduit au silence toute opposition. Le second, au prix d'inégalités sociales marquées : c'est le très faible coût de la main-d'œuvre indonésienne qui attire les investisseurs et dynamise l'industrialisation.

Les transformations de l'économie ont entraîné des transformations sociales. Le revenu moyen annuel par tête a été multiplié par douze en trente ans ; la population active employée par le secteur agricole a diminué (elle représente moins de 50 % du total) au profit du secteur industriel (13 %). L'urbanisation croissante (33 % de la population vit dans les villes) ainsi que le développement de techniques modernes de communication

ont permis aux Indonésiens d'accéder plus facilement aux sources d'information. La classe moyenne, traditionnellement très réduite, commence à s'élargir, même si elle ne représente encore qu'environ 15 millions de personnes, soit moins de 10 % de la population.

Tous ces éléments contribuent à expliquer la montée d'une contestation qui dénonce les aspects négatifs du régime et surtout l'inadéquation entre son immobilisme politique et la libéralisation de l'économie. " Si, économiquement, nous en sommes à l'ère de la globalisation, politiquement, c'est Jurassic Park " ironise Sjahrir, contestataire des années soixante-dix, aujourd'hui économiste écouté. Le souci de la sécurité face à un danger communiste que le pouvoir continue d'évoquer ne peut plus tout justifier. L'autoritarisme présidentiel, la faiblesse des pouvoirs législatif et judiciaire, le rôle important de l'armée, le manque de liberté, l'arbitraire, les inégalités sociales, la corruption, le népotisme n'apparaissent plus seulement comme la contrepartie regrettable de l'essor économique. Bien au contraire, on y voit désormais des éléments capables de compromettre la poursuite équilibrée de ce développement puisqu'ils empêchent les réformes estimées souhaitables et même urgentes. Le fond de ces critiques n'est certes pas nouveau, il a alimenté des mouvements de contestation depuis le début de la mise en œuvre de l'Ordre nouveau. La question se pose avec une acuité accrue parce que le président Suharto, qui achèvera son sixième mandat présidentiel en 1998, aura alors 77 ans. Si sa santé le lui permet, il briguera sans doute un septième mandat. Mais la fragilité de ce système où tout repose sur une seule personne a encore été soulignée en juillet 1996 lorsque, deux mois après le décès de son épouse, le Président a dû interrompre subitement toutes ses activités pour aller subir un bilan médical en Allemagne. La Bourse a aussitôt plongé, mais pour quelques jours seulement car le bilan était bon, semble-t-il.

Ce septième mandat (1998-2003), s'il est mené à son terme, devrait être le dernier. Mais peut-on oublier que cette hypothèse a déjà été entendue en 1988 puis en 1993 et a été chaque fois démentie par les faits ? Et n'a-t-on pas vu en Chine des dirigeants plus âgés se maintenir au pouvoir ? En tout cas la succession (*sukses*), longtemps sujet tabou, est de plus en plus souvent évoquée. Pour sa part, le président Suharto se contente de renvoyer aux dispositions constitutionnelles, sans prendre aucune mesure indiquant qu'il se prépare à déléguer ses pouvoirs, comme Lee Kuan Yew a su le faire à Singapour par exemple. Chacun sait qu'il n'acceptera de céder la place qu'avec l'assurance que les énormes intérêts financiers de sa famille, et surtout de ses enfants, ne seront pas menacés par le successeur éventuel.

Une double question se pose alors. Comment s'opérera la succession ? Le seul précédent, celui de 1965-66, où plus d'un demi-million d'Indonésiens ont été massacrés au nom de l'anticommunisme, a laissé un traumatisme profond. Le changement se fera-t-il cette fois dans l'ordre ou en réponse à une explosion sociale ?

Par ailleurs, au-delà du changement de personne, y aura-t-il aussi une évolution politique ? Se fera-t-elle dans le sens d'une démocratisation comme cela a été le cas aux Philippines, à Taïwan ou en Corée du Sud ? L'analyse des choix politiques passés et des forces politiques en présence, l'armée, les musulmans, les groupes favorables à la démocratie, et les divers courants qui les animent, oriente vers une réponse très nuancée. Avant d'en venir là, il ne sera pas inutile de rappeler quelles structures ont permis à l'Ordre nouveau de durer aussi longtemps.

Comment l'armée et Suharto vinrent au pouvoir

L'armée prend le pouvoir en Indonésie à la suite d'une tentative de coup de force qui se déroule la nuit du 30 septembre 1965. Six généraux de l'état-major de l'armée de terre sont alors abattus par des " officiers progressistes " rebelles.

L'armée en attribue aussitôt la responsabilité au Parti communiste (PKI) qui paraît alors très puissant, en partie grâce à la protection du président Sukarno. De manière inattendue, c'est un général javanais de 44 ans, Suharto, dont le rôle avait été jusque-là peu politique, qui reprend la situation en main et qui dirige avec habileté la transition de l'Ordre ancien vers l'Ordre nouveau. Sous sa direction, l'armée, appuyée par les musulmans et les intellectuels libéraux anticommunistes, élimine d'abord le vieil adversaire communiste en organisant à grande échelle le massacre (de 500 000 à 1 million de morts) ou l'arrestation des membres du PKI à travers tout le pays et surtout à Java. Des centaines de milliers d'Indonésiens resteront dans des camps ou des prisons jusqu'en 1979 ; quelques-uns y sont encore. Le PKI est interdit. Le président Sukarno, qui refuse d'entrer dans le jeu des militaires, sera évincé mais avec précaution et l'apparence de la légalité constitutionnelle, à la fois parce qu'il conserve des partisans et parce que Suharto veut déguiser ce qui est en fait un coup d'Etat militaire. Ce n'est donc qu'en 1968 que Suharto succède à Sukarno et devient le deuxième président de la République d'Indonésie¹.

Quel a été le rôle de l'armée? Dès sa formation en octobre 1945, l'armée indonésienne a fait entendre une voix politique et s'est montrée peu encline à se soumettre au pouvoir civil. Peut-être faut-il voir là le résultat de la formation dispensée par l'armée japonaise pendant les années d'occupation. En 1952, une première tentative de putsch militaire vise à obliger le président Sukarno à dissoudre le Parlement pour instituer un régime autoritaire. Elle échoue. En 1958, sur fond de rébellions menées par des commandants militaires régionaux contre Djakarta, le général Nasution, chef d'état-major de l'armée, définit ce qu'il appelle alors la " voie moyenne " : l'armée ne veut pas être " la grande muette "

¹ Ces événements fondateurs de l'Ordre nouveau conservent leur mystère quant au rôle du PKI, de Sukarno, de Suharto et de la CIA. Officiellement les coupables sont les communistes ; leur protecteur, Sukarno, est suspect ; l'armée est la victime et le justicier. Il est frappant que cette thèse ait périodiquement besoin d'être répétée (Livre blanc de 1982, publication du Secrétariat d'Etat de 1994). C'est que des témoignages sont venus la remettre en cause. Entre autres : le compte-rendu d'autopsie des généraux tués montrant que les tortures qui leur auraient été infligées par les membres des Jeunesses communistes sont une pure fabrication (*Indonesia* 43, avril 1987) ; les mémoires récents d'un ancien ministre de Sukarno, Oei Tjoe Tat, emprisonné pendant onze ans, sur les massacres ; l'enquête d'une journaliste américaine en 1990 sur le rôle de la CIA (*Washington Post*, 21 mai 1990). Le PKI a-t-il été en fait piégé par l'armée comme l'ont soutenu deux éminents chercheurs américains (B. Anderson et R. McVey, *A Preliminary Analysis of the October 1, 1965 Coup in Indonesia*, Cornell University Press, 1971) ? En Indonésie même, un livre de 1993, Primadosa (Péché originel) de Wimandjaya K. Liotohe, met directement en cause Suharto, l'accusant d'avoir été au courant du complot contre les généraux. Il a été interdit et ses allégations démenties. Toute tentative de ce genre est dénoncée comme une atteinte à l'Etat et à sa stabilité. " Le gouvernement veut dominer notre mémoire collective ", regrette l'historien Taufik Abdullah. Une étude de 1995, publiée par l'Institut pour la libre circulation de l'information (ISAI), intitulée Bayang bayang PKI (Regards sur le PKI) fait le point de manière critique sur la crise de 1965, montrant l'évolution de l'opinion à ce sujet. Elle a été interdite. La crise d'il y a trente ans reste donc d'actualité, ne serait-ce que pour justifier l'anticommunisme toujours vif du régime ; elle pourrait jouer un rôle dans l'hypothèse d'une succession qui se ferait contre Suharto.

comme en Occident, elle ne veut pas non plus prendre le pouvoir par un coup d'Etat comme dans les pays d'Amérique latine, mais elle entend participer au gouvernement et être représentée dans les Assemblées.

C'est l'époque où l'Indonésie se cherche un nouveau système politique et où l'armée, en accord avec Sukarno, pousse à l'abandon de la démocratie parlementaire pour instaurer la " démocratie dirigée ", plus autoritaire. Les partis politiques, accusés de diviser la nation, se voient alors opposer les " groupes fonctionnels " chargés de représenter cette même nation dans son unité car leur rôle est jugé complémentaire, suivant le " principe de la famille " au sein de laquelle chaque membre œuvre pour le bien de tous. Cette ligne de pensée corporatiste constitue un axe permanent de l'idéologie militaire indonésienne. Les forces armées se revendiquent comme un groupe fonctionnel. Sous l'Ordre nouveau, les couleurs gouvernementales sont d'ailleurs défendues par le Golkar, contraction de " *golongan karya* " qui signifie justement " groupes fonctionnels ". Le Golkar refuse même l'étiquette de parti.

En 1965, l'armée, forte de l'expérience et des moyens que lui ont apportés de longues périodes d'état d'urgence, sa participation au gouvernement et la gestion des entreprises hollandaises nationalisées en 1958, est davantage prête à assumer le pouvoir face à un PKI en plein essor et à un président Sukarno dont la santé décline. Aussitôt l'Ordre ancien renversé, les militaires investissent l'appareil d'Etat. La " voie moyenne " devient le principe de la " double fonction " des Forces armées inscrit dans la loi en 1982. Cette double fonction, légitimée par le rôle de l'armée dans la lutte pour l'indépendance, réserve aux militaires, outre la défense et la sécurité du pays, un rôle " socio-politique " qui leur permet d'accéder à tous les postes de l'Etat.

Ainsi l'Ordre nouveau a-t-il pu être qualifié de régime militaire bien qu'il s'en soit défendu en associant des civils au pouvoir. Au début, Suharto a gouverné en symbiose avec l'armée. S'appuyant sur un petit groupe d'officiers de confiance, il a resserré son contrôle sur les forces armées dont l'épuration et la réorganisation ont été achevées dès 1969. L'armée a joué un rôle essentiel dans la mise en place d'un système politique élaboré pour canaliser et contrôler la société civile, ainsi que dans la répression de toute manifestation d'opposition.

Les étudiants, les intellectuels et les musulmans qui défilaient avec les chars en 1966 ont été assez vite amenés à prendre leurs distances avec le nouveau pouvoir en dénonçant la corruption galopante, l'alliance des " généraux financiers " et des hommes d'affaires sino-indonésiens, la politique de développement qui bradait les ressources naturelles du pays (pétrole et bois) au bénéfice de quelques-uns. La rupture des alliances du début de l'Ordre nouveau a été consommée en janvier 1974, quand l'armée a tiré sur les manifestants descendus dans les rues de Djakarta, faisant onze morts et de nombreux blessés. Des centaines de personnes ont été arrêtées et gardées plusieurs mois en prison. Déjà l'armée n'était plus unie car des généraux souhaitaient aussi le retrait de Suharto.

Mais celui-ci, assez habile pour promouvoir quelques réformes et pour rallier la direction militaire derrière lui, va consolider patiemment son pouvoir pendant les années quatre-vingt, contre une opposition divisée qui se polarise autour des étudiants, des musulmans et de généraux à la retraite. Alternant répression, censure, sanctions économiques et mises à l'écart, il parvient à la réduire au silence, suffisamment en tout cas pour que le système se perpétue et qu'il obtienne tous les cinq ans la reconduction de son mandat présidentiel.

Il est désormais au sommet de la pyramide du pouvoir. L'Ordre nouveau est devenu le régime Suharto.

Le règne de Suharto

De par la Constitution, le président Suharto est commandant des Forces armées. Il siège aussi à la tête du Conseil d'orientation du Golkar, dont il s'assure ainsi le contrôle. C'est lui qui nomme les ministres, et aucun ne prend de décision sans en référer à lui. C'est lui qui décide des promotions militaires. Il a l'initiative en tout, tout passe par lui. Avoir accès au Président est le signe du pouvoir. Une résistance directe est rarissime, pour ne pas dire impossible. La prison vient d'ailleurs sanctionner ceux qui ont osé " exprimer du mépris " envers le Président, ce qui est un délit répertorié. Dans ce pays où le respect de l'autorité est ancré dans la tradition, le style de pouvoir de Suharto évoque de plus en plus celui des anciens sultans javanais. Lui-même est d'ailleurs imprégné de cette tradition mystique javanaise que l'on appelle *kebatinan*². De moins en moins accessible, il s'explique peu et tout le monde attend ses décisions, son opinion qu'il fait connaître par un intermédiaire soigneusement choisi. Il sait diviser pour régner, jouer les uns contre les autres et aussi distribuer les bénéfices. Son autobiographie³, publiée en 1989, montre le chemin parcouru et l'assurance qu'il a acquise.

Tout cela est conforme à la conception javanaise du pouvoir, remarquablement analysée par Ben Anderson⁴ : le pouvoir est un tout, centralisé et indivisible ; on le reçoit, soit par un signe divin, soit en détruisant le précédent centre de pouvoir. La façon dont Suharto est élu tous les cinq ans est révélatrice à cet égard. Il ne s'évertue pas à faire campagne : de toutes parts on le prie d'être candidat, il accepte et il est désigné à l'unanimité et aux acclamations de l'Assemblée de délibération du peuple. Il n'y a naturellement pas d'autre candidat, il n'y a donc pas d'autre pouvoir possible. Plus généralement, le concept même d'opposition ne trouve pas sa place dans ce système.

En même temps que Suharto s'imposait comme l'homme fort du régime, son image a évolué. Si sa première biographie en faisait " le général souriant ", il est aujourd'hui le patriarche aux cheveux blancs, à l'embonpoint rassurant, le sage qui a su mener le pays sur la voie du succès. Il joue sur plusieurs registres. Ainsi met-il en avant son origine de petit paysan : né dans un hameau de Java centre, il n'est jamais si à l'aise, dit-on, que lorsqu'il plaisante avec des villageois. Il a participé à la lutte pour l'indépendance et l'épiso-

² Sa fille aînée a publié en 1987 un ouvrage intitulé *Butir butir budaya Jawa : mencapai kesempurnaan hidup berjiwa besar mengusahakan kebaikan sejati* (Perles de la culture javanaise : les voies de la perfection, de la grandeur d'âme et du bien véritable), rassemblant les préceptes inculqués à ses enfants par Suharto.

³ *Soeharto, pikiran, ucapan dan tindakan saya* (Suharto, mes pensées, mes paroles et mes actes), Jakarta, P.T. Citra Lamtoro Gung Persada, 1989.

⁴ Anderson (B.), " The idea of power in Javanese culture ", in Claire Holt (ed.), *Culture and Politics in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 1972.

de glorieux où il a dirigé la reconquête, pour quelques heures symboliques, de la capitale provisoire de la République, occupée en 1949 par les Hollandais, a fait l'objet d'une grande publicité. Il sait aussi redevenir un chef militaire et durcir le ton quand c'est nécessaire, assez rarement il est vrai. Avant tout, ses deux points forts sont la réussite économique indonésienne — il est le " Père du développement " — et la stature internationale qu'il a acquise ces dernières années.

Quelques données permettront d'évaluer la portée de la politique de développement qui, pour son pragmatisme et sa capacité d'adaptation, vaut à l'Indonésie chaque année l'approbation de la Banque mondiale et de ses bailleurs d'aide occidentaux⁵. Jusqu'au milieu des années quatre-vingt, l'économie indonésienne est restée excessivement dépendante des revenus pétroliers (80 % des recettes d'exportation). Lorsque le prix du baril a chuté, le régime a su repartir sur de nouvelles bases. Renonçant à une industrialisation de substitution aux importations, il s'est lancé dans la déréglementation et a su développer des industries manufacturières orientées vers l'exportation et financées par les investissements étrangers et le secteur privé. Cette réorientation lui vaut depuis 1989 des taux de croissance d'environ 7 % par an. Le revenu individuel moyen, qui était de 75 dollars par an en 1966, est de 900 dollars en 1996. Selon la Banque mondiale, et pour autant que les statistiques soient fiables, le pourcentage des Indonésiens vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombé en 1996 à environ 11 % de la population (contre 40 % en 1980), c'est-à-dire à peu près 22 millions d'Indonésiens. Une attention particulière a été accordée au secteur agricole, et l'autosuffisance en riz a pu être atteinte en 1984, succès remarquable salué par une distinction de la FAO en 1985. L'Indonésie (musulmane à 87 %, il faut le rappeler) a su mener à bien un programme de contrôle des naissances qui a ramené le taux annuel d'accroissement démographique de 2,3 % en 1970 à 1,8 % en 1995. Suharto a reçu le *Population Award* de l'ONU en 1989.

Ces réussites ne sont pas sans revers. L'équipe d'économistes, formés dans les universités américaines, qui a été chargée d'élaborer et de conduire la politique de développement — les " technocrates ", encore surnommés la " mafia de Berkeley " — a toujours été en concurrence avec les tenants d'un " nationalisme économique " qui entendaient profiter des nouveaux revenus dégagés en particulier par les booms pétroliers pour mener à bien d'ambitieux projets. Cela s'est parfois mal terminé : en 1975, le gouvernement a dû brusquement éponger 10,5 milliards de dollars de dette accumulés par la compagnie pétrolière d'Etat, la Pertamina, qui, sous la direction du général Ibnu Sutowo, était devenue un fief incontrôlé. La récession du début des années quatre-vingt a renforcé la position des " technocrates " et permis les réformes mais le " nationalisme économique " demeure vigoureux et se trouve incarné aujourd'hui en la personne du ministre de la Recherche, Bacharuddin Jusuf Habibie, ingénieur formé en Allemagne et préoccupé de haute technologie, qui entend préparer l'Indonésie aux défis du XXI^{ème} siècle en la dotant d'une industrie aéronautique, même au prix fort et malgré l'avenir commercial incertain de cette entreprise. Suharto joue les arbitres mais sa faveur va à Habibie, comme l'a montré le gouvernement formé en 1993, d'où les technocrates étaient évincés tandis que s'y retrouvaient de nombreux partisans du ministre de la Recherche.

⁵ L'Indonésie reçoit une aide internationale depuis 1967. Elle s'est élevée pour 1996 à 5,3 milliards de dollars.

La politique de développement comporte bien des aspects négatifs, dont le plus évident, l'accroissement des inégalités sociales, était sans doute prévisible. L'industrialisation profite d'une main-d'œuvre abondante et très bon marché. Le salaire journalier, variable selon les endroits, est d'environ 7 francs à Yogyakarta (Java) et 15 francs à Batam (île située dans le triangle de croissance constitué avec Singapour et la Malaisie). Encore n'est-il pas toujours respecté. Par contre, les grosses fortunes, où prédominent des groupes financiers sino-indonésiens (76 sur les 100 premiers conglomérats, ce qui alimente une vive polémique) et des représentants du groupe au pouvoir, au premier rang desquels Suharto et ses enfants (" la Famille "), s'évaluent en milliards de dollars. C'est ce " fossé ", ou plutôt ce gouffre, qui est le plus mal et le plus vivement ressenti.

En particulier, l'appétit des enfants de Suharto (trois filles et trois fils, tous dans les affaires) se révèle insatiable. En quelques années, certains d'entre eux ont édifié des conglomérats financiers parmi les plus puissants d'Indonésie : Bambang Trihatmodjo, 43 ans, le groupe Bimantara, évalué à 3 milliards de dollars, considéré comme le plus solide, coté en Bourse et actif dans la pétrochimie, la télévision, les télécommunications, la banque et l'automobile ; Siti Hardijanti Hastuti, dite " Tutut ", 48 ans, le groupe Citra Lamtoro Gung, évalué à 2 milliards de dollars, actif dans l'immobilier, les autoroutes à péage, la télévision et la banque ; le benjamin, Hutomo Mandala Putra, " Tommy ", 34 ans, passionné de formule 1, le groupe Humpuss, évalué à 600 millions de dollars, actif dans les transports aériens, les autoroutes à péage, la distribution pétrolière et l'automobile⁶. Ses enfants sont le point faible de Suharto et, bien qu'ils ne veuillent pas le reconnaître, ils ont bénéficié de nombreux privilèges en matière de financement et de protection. Presque aucun secteur économique ne leur échappe.

Un exemple récent. En février 1996, pour faire pièce à la domination japonaise du marché automobile, Suharto a décidé de fabriquer une " voiture nationale ". La tâche est confiée à Tommy. Comme ce dernier ne dispose pas de l'infrastructure nécessaire, son partenaire coréen Kia construit la Timor (c'est le nom de la voiture) en Corée d'où elle est importée, sans droits de douane et en échappant aux taxes de luxe ce qui en fait la voiture la plus avantageuse sur le marché. Les concurrents indonésiens (y compris Bambang, associé, lui, à Hyundai) et étrangers protestent en vain. Même l'action menée auprès de l'Organisation mondiale du commerce par les Japonais, les Américains et les Européens n'a pas ébranlé Suharto.

A propos des inégalités sociales, la réaction de Suharto a été typique. Il a institué par décret que les revenus supérieurs à 100 millions de roupies après impôts devraient verser 2 % à une fondation qu'il a créée pour aider les familles les plus pauvres, la *Yayasan Dana Sejahtera Mandiri*, dont le trésorier est son fils Bambang. Si l'objectif est louable, le mode de réalisation a suscité les critiques. Pourquoi en effet ne pas faire passer ce genre de redistribution par le canal officiel des impôts et du gouvernement⁷ ?

⁶ Voir *Business Week*, 19 août 1996 et *Far Eastern Economic Review*, 5 septembre 1996.

⁷ Déjà en 1990, ayant convoqué inopinément dans son ranch de Java Ouest, Tapos, une trentaine des plus importants hommes d'affaires d'Indonésie — tous sino-indonésiens, ce qui contribuait à désigner la minorité chinoise comme bouc émissaire — il leur avait demandé devant les caméras de la télévision de céder 25 % de leurs actions aux coopératives, sous peine de voir se développer des troubles sociaux. Ce retour de dirigisme allait d'évidence à l'encontre de toute la libéralisation économique.

Aux inégalités sociales vient s'ajouter une inégalité géographique dangereuse pour la cohésion du pays : le développement s'est concentré dans la partie occidentale de l'archipel, principalement à Java et même à Java Ouest. Le gouvernement s'efforce d'attirer les investisseurs vers la partie orientale mais les infrastructures y sont encore très insuffisantes.

D'autres facteurs, peut-être plus conjoncturels, peuvent être inquiétants pour la bonne suite du développement. Ainsi le relatif tassement des exportations qui en sont le moteur ; la diminution des investissements, après le record difficilement égalable de 1995 (39,9 milliards de dollars) ; le creusement du déficit de la balance des paiements, estimé à 8,8 milliards de dollars pour 1996-97, soit 4 % du PNB : sa réduction est désormais la priorité du gouvernement ; une dette extérieure de 100 milliards de dollars, la plus forte du monde après celles du Brésil et du Mexique, dont le service représente 33 % des recettes d'exportation.

Mais il en est aussi de plus structurels : le laxisme du secteur bancaire grevé de créances douteuses et périodiquement secoué de scandales financiers retentissants mettant en évidence la collusion entre le monde du pouvoir et celui des finances ; la réticence à laisser la déréglementation attaquer les monopoles et les protections attribués aux proches du pouvoir et contribuant au maintien d'une " économie chère " ; l'insuffisance des infrastructures (eau, énergie, transports, communications) ; l'insuffisance aussi du budget de l'éducation. Enfin, certains acquis restent fragiles : de mauvaises récoltes ont obligé à reprendre les importations de riz. Le taux de chômage demeure inquiétant alors que 2,4 millions de demandeurs d'emploi arrivent chaque année sur le marché du travail. Ce qui rend impératif pour le régime de ne pas laisser se ralentir le taux de croissance, surtout au moment où s'affirme la concurrence d'autres pays à bas salaires comme la Chine et le Vietnam.

En dépit de ces réserves, le bilan économique de Suharto reste globalement positif. Et au plan diplomatique, après des années de profil bas, Suharto a su acquérir ces dernières années un rôle international. Au sein de l'ASEAN, il est le vétéran des chefs de gouvernement et l'Indonésie joue les chefs de file. Privilégiant la coopération et la modération, elle a été très active dans le règlement du conflit cambodgien tout en maintenant son soutien au Vietnam. Elle a pris des initiatives pour " engager constructivement " la Chine dans la région.

L'Indonésie s'est surtout mise en avant lorsqu'elle a occupé la présidence du Mouvement des pays non alignés (1992-1995). Au sommet qui s'est tenu à Djakarta en septembre 1992, Suharto s'est efforcé de redonner un nouvel élan à cette organisation en perte de vitesse depuis la fin de la guerre froide. Il s'y est présenté en avocat du Sud vis-à-vis du Nord et, dans le " message de Djakarta " qu'il a ensuite porté à l'ONU et dans diverses capitales, dont Paris, il a abordé le problème de la dette, de l'économie globale, de l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU et a défendu la " conception asiatique " des droits de l'homme. Peu de temps auparavant, en mars, il avait rejeté l'aide des Pays-Bas car La Haye la liait justement au respect des droits de l'homme. Suharto s'est impliqué aussi dans les relations Sud-Sud à travers le groupe des quinze.

Se démarquant du Premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad, et de son projet d'*East Asia Economic Caucus* qui excluait les Etats-Unis, Suharto a participé au premier sommet de l'APEC à Seattle en 1993. L'année suivante, pour le deuxième sommet

de cette organisation, il a reçu à Bogor quinze chefs d'Etat et de gouvernement, dont Bill Clinton et Jiang Zemin. C'était la consécration. Dans la " Déclaration de Bogor ", il s'est engagé en faveur de la libéralisation complète du commerce et des investissements d'ici 2020, en contrepoint surprenant à la politique protectionniste suivie jusque-là. Suharto s'affirme bien comme interlocuteur des Grands.

Ces succès diplomatiques sont toutefois desservis par la question de Timor et d'Irian où l'Indonésie continue de réprimer par la force des mouvements séparatistes. L'attribution du prix Nobel de la paix 1996 à l'évêque timorais, Mgr Belo, et au représentant à l'étranger du mouvement indépendantiste, J.Ramos Horta, a fait l'effet d'une gifle à Djakarta.

Un système politique sous influence

L'Ordre nouveau s'est donné des lois propres à assurer sa survie. Il a conservé la Constitution de 1945 que l'on avait remise en vigueur pour instaurer la " démocratie dirigée " en 1959. Provisoire et adoptée dans l'urgence au moment de l'indépendance, elle instituait un système présidentiel fort, jugé peut-être nécessaire au vu de l'immensité et de la diversité ethnique et religieuse de la nouvelle République. Dans l'esprit de ses concepteurs, elle reflétait en tous cas des valeurs culturelles traditionnelles fondées sur l'unité, le consensus, l'harmonie et l'ordre par opposition à l'individualisme, au libéralisme et au parlementarisme de la démocratie à l'occidentale. Son auteur, le juriste javanais Supomo, opposait le " principe de la famille " aux défenseurs des droits individuels : " Un citoyen ne doit pas dire « Quel est mon droit ? » mais « Quel est mon devoir au sein de cette grande famille ? » " ⁸ affirmait-il. Lorsqu'au même moment Sukarno énonce les cinq principes — croyance en un Dieu unique, nationalisme, sens de l'humanité, démocratie et justice sociale — qui, sous le nom de *Pantjasila*⁹, deviennent l'idéologie officielle de l'Etat indonésien, il définit la démocratie comme un processus de délibération et de recherche du consensus ; aussi évite-t-on de voter dans les Assemblées indonésiennes. Le *Pantjasila* lui-même visait à faire l'unité du mouvement nationaliste, c'était une sorte de programme commun qui entendait en particulier couper court à la revendication d'Etat islamique que ne souhaitaient ni les minorités chrétiennes ni les musulmans javanais syncrétiques. Compromis difficile, le *Pantjasila* a été au cœur de toutes les luttes politiques, utilisé contre les musulmans orthodoxes puis contre les communistes. L'Ordre nouveau s'affirme comme la " démocratie *Pantjasila* " et en a fait une valeur quasi sacrée fondant l'unité nationale. Figé dans une interprétation officielle, il est depuis la fin des années soixante-dix l'objet d'une vaste campagne d'endoctrinement destinée d'abord aux fonctionnaires puis à tous les secteurs de la société.

⁸ Moh. Yamin, *Naskah naskah Persiapan Undang Undang Dasar 1945* (Documents sur la préparation de la Constitution de 1945), Djakarta, 1959, tome 1, p.315.

⁹ Selon l'orthographe indonésienne rénovée en 1972, ce mot s'écrit *Pancasila*, ce qui entraîne une prononciation erronée en français, c'est pourquoi l'ancienne graphie a été conservée ici (de même pour Djakarta, préféré ici à Jakarta).

L'Ordre nouveau a profondément modifié le paysage politique indonésien. Selon les néologismes transparents créés par son principal concepteur, le général Ali Murtopo, il s'agissait de mener à bien " *fungsiialisasi* " et " *depolitisasi* " ¹⁰. En 1973, les neuf partis existants ont dû se regrouper en deux formations. Les quatre partis musulmans, dans le parti Développement-Unité (*Partai Persatuan Pembangunan* ou PPP) ; les nationalistes, les protestants, les catholiques et deux autres petits partis, dans le Parti démocrate d'Indonésie ou PDI. Cette " simplification " imposée d'en haut leur a fait perdre identité et crédibilité d'autant que le gouvernement est souvent intervenu dans leurs affaires pour les maintenir dans le droit chemin. Le PPP et le PDI ne sont jamais représentés au gouvernement.

Face à eux, le Golkar, créé par l'armée en 1964 pour servir de rassemblement anti-communiste, représente le gouvernement. Seules ces trois formations sont autorisées. Dans l'esprit des idéologues de l'Ordre nouveau, elles devaient toutes servir le développement, chacune selon sa voie spécifique. Il n'y avait donc pas d'opposition. Il était admis que la " grande famille " du Golkar regroupait aussi les Forces armées et les fonctionnaires, ces derniers au nom de la " monoloyauté " qui interdisait de servir à la fois le gouvernement et un parti autre que le Golkar.

L'Ordre nouveau s'était engagé à tenir des élections régulières, les seules élections qu'avait connues l'Indonésie remontant à 1955. Il l'a fait, tous les cinq ans, mais en s'assurant, au moyen d'une législation adoptée en 1969, contre tout risque d'alternance. Les candidatures sont filtrées par le ministère de l'Intérieur, entre autres sur la base de la fidélité au *Pantjasila* ; les thèmes et les modalités de la campagne sont étroitement réglementés. Sur 460 parlementaires (500 depuis 1985), 100 sont nommés pour représenter les Forces armées, qui ne prennent pas part aux élections. Ce chiffre a été ramené à 75 pour les élections de mai 1997. Il n'en demeure pas moins qu'environ 450 000 militaires auront 75 représentants, contre 425 pour 199 550 000 civils... Les électeurs sont soumis à toutes sortes de pressions, la soumission à l'autorité fait le reste, sans compter les fraudes ¹¹. Sûr d'avoir la majorité au Parlement, le Golkar n'a jamais obtenu moins de 62 % des voix ; son record a été 73 % en 1987 ; il compte sur 70 % en 1997. C'est la " majorité unique ". A chaque élection, il a parmi ses candidats de nombreux ministres. Pour ce qui est de la liste des candidats aux élections de 1997, plusieurs observateurs indonésiens ont noté qu'elle devenait vraiment une affaire de famille tellement on y retrouvait les fils, filles, gendres, brus, neveux, nièces, épouses, beaux-frères et belles-sœurs des gens de pouvoir, nouveau signe du " monopole du pouvoir et d'une politique de méfiance envers le peuple " ¹².

Le principe de la " masse flottante ", entériné par la loi sur les partis de 1975, va d'ailleurs dans le même sens. La " masse flottante " désigne les paysans qu'il faut protéger des " idéologies mauvaises " afin qu'ils puissent se consacrer au développement. Les partis ne sont donc pas autorisés au niveau des villages, et les villageois ne peuvent jouir de la plu-

¹⁰ *Strategi Pembangunan nasional* (Stratégie du développement national), Djakarta, CSIS, 1981.

¹¹ Une " Organisation pour la protection des droits politiques du peuple aux élections de 1992 " a dressé un relevé des irrégularités aux élections législatives de 1992. Voir *White Book on the 1992 General Election in Indonesia*, Ithaca, Cornell Modern Indonesia Project, 1994.

¹² Voir *Forum Keadilan*, 10 février 1997, p. 28.

ralité politique que pendant le temps de la campagne électorale, deux ou trois semaines tous les cinq ans.

L'entreprise d'uniformisation et de domestication du monde politique s'est confirmée avec la loi de 1985 obligeant les partis, les groupes fonctionnels et les organisations à adopter comme " principe unique " le *Pantjasila*. Cela ne posait problème ni au Golkar, ni au PDI qui se veut le parti héritier de Sukarno. Quant au PPP, sa direction était trop inféodée au pouvoir pour opposer une résistance, l'islam n'est même pas mentionné dans l'intitulé du parti. Le *Nahdlatul Ulama*, qui représente l'islam traditionaliste, a fait preuve d'esprit de conciliation. Mais d'autres organisations musulmanes ont eu beaucoup de mal à passer sous les fourches caudines, en particulier la Muhammadiyah et l'Union des étudiants musulmans (HMI). Ce moment a marqué l'apogée de l'antagonisme entre les forces musulmanes et le pouvoir.

Le Parlement a, de toute façon, un rôle très limité, même si certains députés se sont efforcés de le rendre plus actif et plus critique. Le gouvernement a toujours eu l'initiative des lois et y a très rarement rencontré une opposition. Les musulmans ont exceptionnellement quitté la salle en 1978 pour montrer leur opposition à un projet de loi visant à mettre les " croyances " javanaises comme le *kebatinan* sur le même plan que les cinq religions officielles (islam, protestantisme, catholicisme, hindouisme, bouddhisme). La plaisanterie classique pour décrire un député, les " cinq D " ou *datang, duduk, dengar, diam, duit* (il vient, s'assoit, écoute, se tait et touche son salaire) est à peine une caricature. De toute façon, un député qui se montre trop *vokal*, c'est-à-dire qui ose critiquer ouvertement le pouvoir, est " rappelé " par son parti et remplacé par un autre.

Quant à l'Assemblée de délibération du peuple, qui se réunit une seule fois tous les cinq ans (la prochaine session sera en 1998) pour élire le Président, le Vice-Président et adopter les grandes lignes de la politique gouvernementale, elle est constituée des membres du Parlement et d'autant de députés nommés, soit mille au total. Le Président contrôle ainsi directement la nomination de 60 % de ceux qui l'éliront.

La langue de bois officielle, largement véhiculée par les médias, contribue à l'enfermement politique des Indonésiens. Ainsi les élections sont-elles régulièrement annoncées comme la " fête de la démocratie " et l'on recommande aux électeurs de " faire gagner l'Ordre nouveau ". Les références à l'unité nationale (*kesatuan dan persatuan nasional*) sont constantes et émanent de tous les bords. Toute manifestation d'opposition est condamnée au nom de cette unité et de son expression la plus symbolique, le *Pantjasila* et la Constitution de 1945. Le communisme est encore et toujours dénoncé comme un " danger latent ", sa résurgence supposée comme une " organisation sans forme ". Une véritable chasse aux sorcières a été lancée en 1988 contre les personnes soupçonnées d'avoir une parenté plus ou moins éloignée avec un communiste : elles n'avaient pas un " environnement propre ". La condamnation de tout ce qui " sent " le communisme a débordé sur la notion de " gauche ", également frappée d'ostracisme. L'interview récente du prêtre Romo Mangun, publiée dans un journal " samizdat ", est à cet égard révélatrice : " Etre de gauche, c'est bien, c'est positif, se sentait-il obligé d'expliquer ; Sukarno, Hatta, tous les pionniers de l'indépendance étaient de gauche, il n'y en avait pas qui n'était pas de gauche. Ceux qui étaient de droite ne faisaient rien, ils obéissaient aux Hollandais... Le *Pantjasila* est de gauche, le cinquième principe est : justice sociale pour tout le peuple

iindonésien. Je suis fier qu'on dise que je suis de gauche "13.

La presse, théoriquement libre, ne l'est pas en fait. Certes on y trouve beaucoup d'informations, quitte à lire parfois entre les lignes, mais les journalistes en sont réduits à faire de l'auto-censure. La pratique de l'"avertissement téléphonique" par la sécurité militaire a censément pris fin avec l'"ouverture" annoncée par le gouvernement en 1990. La presse a profité au maximum de l'occasion, faisant une large place à des sujets qui auraient jusque-là été passés sous silence comme la mort d'une jeune ouvrière, Marsinah, assassinée parce qu'elle avait organisé une grève, et l'achat controversé de 40 bateaux de guerre est-allemands par Habibie. Mais, en juin 1994, les trois hebdomadaires les plus en flèche, *Tempo*, *Editor* et *Detik*, étaient interdits : ouverture éphémère. Les journalistes qui ont voulu publier un journal indépendant, échappant à la censure, ont été poursuivis. Selon le gouvernement, la presse doit être "responsable". En particulier, elle doit éviter tous les sujets capables de susciter des conflits au sein de la société, qu'ils soient de nature "ethnique, religieuse, raciale (ce terme désigne les conflits entre Chinois et non-Chinois) ou sociale". Les limites à ne pas dépasser ne sont jamais claires, ce qui contribue à entretenir la crainte. En août 1996, Udin, un journaliste qui avait dénoncé des abus de l'administration locale près de Yogyakarta, a été assassiné.

Par contre, le développement du nombre des médias et les nouvelles techniques de communication rendent plus difficile le contrôle gouvernemental. Il y a plusieurs chaînes de télévision privées (appartenant d'ailleurs à la Famille, pour la plupart), les liaisons par satellite ont ouvert de nouvelles possibilités, de même que le fax ou Internet, où l'on peut consulter *Tempo Interaktif*.

Pour ce qui est de la Justice, les Indonésiens la considèrent non sans raison comme l'instrument du pouvoir. Pourtant toujours prompt à invoquer l'Etat de droit, le gouvernement pratique souvent un arbitraire dédaigneux de la légalité : prisonniers politiques maintenus en prison de longues années sans jugement ; milliers de petits criminels récidivistes abattus en 1983 par des "tireurs mystérieux" et abandonnés dans la rue pour l'exemple. Dans son autobiographie, Suharto a d'ailleurs assumé la responsabilité de cette "thérapie de choc" contre la criminalité. L'utilisation de la torture est courante, qu'elle soit le fait de l'armée ou de la police. Le citoyen a peu de garanties, d'où un climat général de peur. Les juges rendent le plus souvent des sentences favorables au pouvoir, mais récemment quelques arrêts ont manifesté un courage étonnant : des dommages ont été accordés aux paysans victimes de la construction du barrage de Kedung Ombo, tort a été donné au ministre de l'Information qui avait interdit *Tempo*, le président du syndicat indépendant Prospérité a été libéré. Il est vrai que ces jugements ont tous, ensuite, été annulés par la Cour suprême.

Quant aux droits de l'homme, le régime soutient que l'intérêt collectif prime sur les droits individuels, s'alignant en cela sur les idées défendues par Singapour et la Malaisie. Toutefois, soucieux de son image à l'étranger, il a créé par décret présidentiel une Commission nationale des droits de l'homme qui travaille dans une relative indépendance, mais dont les avis ne sont pas contraignants. C'est la seule voix légalement autorisée à émettre une opinion différente de celle du gouvernement.

¹³ *Suara independen*, 2/III, sept.-oct. 1996, p.33.

Quel rôle pour une armée marginalisée et divisée ?

On a vu que l'armée (ou plutôt les Forces armées, mais l'armée de terre en est le noyau politique) revendiquait une " double fonction ". Selon la rhétorique militaire, l'armée, " née du peuple ", est la gardienne de l'Etat, de la Constitution et du *Pantjasila* contre les " extrémismes de gauche " (le PKI) et les " extrémismes de droite " (la rébellion armée du Darul Islam qui a duré de 1948 à 1962). Elle se place ainsi au-dessus des institutions mais le président de la République est tout de même commandant en chef suprême des Forces armées.

Comment l'armée est-elle organisée ? Forte de 220 000 hommes, ses effectifs sont répartis sur une base territoriale. Dix régions militaires (KODAM) quadrillent l'archipel et sont elles-mêmes subdivisées en trois niveaux. Dans les villages, on trouve souvent un sous-officier " organisateur " du village (*Babinsa*). Du haut en bas de la hiérarchie, les militaires se trouvent ainsi constamment associés aux autorités administratives civiles. Cet encadrement permet un contrôle efficace. Le maillage est le plus dense à Java : cette île, qui regroupe 60 % de la population sur 7 % du territoire, compte quatre KODAM qui correspondent aux régions administratives, l'une d'elles étant le Grand Djakarta.

A côté de ces forces territoriales, les forces d'intervention sont constituées par la Réserve stratégique que commandait Suharto en 1965 (20 000 hommes) et les Forces spéciales (KOPASSUS, 5 000 hommes) qui sont les unités d'élite. Elles sont basées à Java, près de la capitale.

L'histoire de l'armée montre que, depuis l'indépendance, elle a surtout agi pour réprimer des mouvements politiques intérieurs. Sous l'Ordre nouveau, elle s'est employée à réduire les mouvements de contestation et, en ce sens, elle a été l'instrument de violence du pouvoir : en 1974, elle tire sur les manifestants étudiants ; en 1978, elle occupe les campus universitaires ; elle pèse sur les élections en assurant la victoire du Golkar ; elle intervient dans les conflits fonciers contre les paysans, et dans les conflits du travail, contre les ouvriers en grève ; en 1984, elle tire sur des manifestants musulmans à Tanjung Priok, le port de Djakarta ; en 1989, elle rase un village d'activistes musulmans au sud de Sumatra ; en novembre 1991, elle tire sur de jeunes indépendantistes de Timor oriental où, comme en Irian, elle mène une sorte de guerre intérieure. La liste pourrait être plus longue. Le KOPKAMTIB ou Commandement des opérations pour restaurer la sécurité et l'ordre, créé par le général Suharto en octobre 1965, a été jusqu'en 1988 un instrument d'exception tout-puissant et très redouté. Utilisant la hiérarchie territoriale, il pouvait convoquer, interroger et arrêter à sa guise. Il n'a pas complètement disparu, mais est devenu le BAKORSTANAS ou Corps de coordination pour le maintien de la stabilité nationale, moins puissant. Depuis une dizaine d'années, le régime essaie d'améliorer son image internationale et de recourir moins souvent à la violence ouverte.

Au début de l'Ordre nouveau, les militaires ont investi l'appareil d'Etat au point qu'on a parlé de " verdissement " de ce dernier, par allusion à la couleur de l'uniforme. Ils ont aussi développé leur participation aux affaires économiques, déjà commencée dans les

années cinquante¹⁴. Un des sujets de grogne de l'armée est que les intérêts militaires, notamment l'accès aux contrats d'Etat, se sont trouvés concurrencés par l'essor des groupes sino-indonésiens et de ceux des enfants de Suharto au cours des années quatre-vingt. Il faut rappeler que le budget de la Défense est faible (moins de 2 %), rendant quasi indispensables des revenus complémentaires.

Les années soixante-dix et quatre-vingt ont vu grandir la désaffection de l'armée vis-à-vis de Suharto. Celui-ci a choisi de s'appuyer sur des officiers qu'il avait pu apprécier personnellement au cours de sa carrière avant 1965 plus que sur la hiérarchie même de l'armée. Il a su écarter ses rivaux éventuels comme le général Nasution, l'ancien homme fort de l'armée qui, dès 1970, est entré en dissidence et a dénoncé les déviations du régime.

Les généraux qui souhaitaient voir Suharto quitter le pouvoir n'ont pas recouru contre lui à une action frontale comme un coup d'Etat ; ils ont même explicitement écarté cette possibilité. En 1974, le général Sumitro, alors chef du KOPKAMTIB et commandant adjoint des Forces armées, essaie de jouer sur les manifestations étudiantes, comme en 1966, mais il perd la partie et, démis de ses fonctions, se contente de publier périodiquement des articles soulevant le problème de la succession et plaidant en faveur de plus de démocratie. Cette évolution pro-démocratique des généraux à la retraite passés à l'opposition est courante sans être entièrement convaincante.

A la fin des années soixante-dix, d'autres généraux ont manifesté leur distance vis-à-vis du régime par un mouvement diffus mais nourri, appelant à la réduction du rôle des militaires dans le jeu politique. Les discussions sur la réinterprétation de la double fonction et le soutien de l'armée au Golkar ont tourné court lorsque Suharto a prononcé, en mars 1980, un discours menaçant enjoignant à l'armée de " rester du côté des vrais défenseurs du *Pantjasila* ". Tout de suite après, la " pétition des 50 ", rassemblant des généraux à la retraite et d'anciens hommes politiques, s'est inquiétée de cette confiscation du *Pantjasila* par le pouvoir. Mais sa portée a été étouffée par le silence (il était interdit d'en parler dans les médias) et des sanctions efficaces, économiques ou autres : ses auteurs se sont vus privés de crédits, de contrats et même du droit de sortir d'Indonésie.

Le quatrième mandat de Suharto (1983-1988) a vu la montée d'un nouvel homme fort de l'armée et des services secrets, le général Benny Murdani. Il a remis de l'ordre dans les rangs et assuré le changement de génération au sein de l'armée en faisant monter des jeunes officiers qui n'avaient pas vécu la lutte pour l'indépendance. Mais, à la fin des années quatre-vingt, devant l'enrichissement de la Famille, lui aussi en est venu à estimer souhaitable que Suharto cède la place. Il s'est vu aussitôt retirer le commandement des Forces armées et, s'il est resté ministre de la Défense jusqu'en 1993, ce n'était qu'une étape vers sa mise à l'écart.

Il n'en a pas moins tenté d'utiliser son influence pour contrer le Président. On a donc assisté à une nouvelle vague d'opposition militaire. Comme précédemment, elle n'a recouru qu'à des manœuvres subtiles, indirectes, dans les limites autorisées par le système. En février 1988, il y a eu une tentative parlementaire visant à affaiblir l'allégeance constitutionnelle des Forces armées au Président par la modification de certains textes, lors du vote de la loi sur le soldat. Contrôlant le Parlement, Suharto a fait échec à la manœuvre.

¹⁴ Voir Robison (R.), *Indonesia, the Rise of Capital*, Asian Studies Association of Australia, 1986, chap. 8.

En mars 1988, c'est la Vice-Présidence qui est devenue un enjeu. Le choix de son titulaire était toujours revenu à Suharto, dont les faveurs allaient cette fois au général Sudharmono, un de ses fidèles qui avait fait auprès de lui une carrière administrative. Placé à la tête du Golkar en 1983, Sudharmono avait commencé de s'y bâtir une base de pouvoir, obtenant une victoire électorale marquante en 1987 (73 % des voix). Ne l'appréciant guère, l'état-major va monter contre lui une manœuvre légale certes, mais sans précédent sous l'Ordre nouveau : un candidat indépendant à la vice-présidence se déclare, Jaelani Naro, président du PPP. Dans son autobiographie, Suharto rapporte le raisonnement très caractéristique — appel à l'unité et menace voilée — qu'il aurait tenu aux députés du PPP pour les convaincre de renoncer à cette candidature embarrassante : " Vous auriez tort de vous réclamer de vos droits sans penser à vos devoirs... Si l'on s'entête, où sera le bénéficiaire ? Le groupe du PPP n'a que 93 députés. S'il y a vote, certains d'entre eux rejoindront peut-être la majorité, et vous perdrez la face. Si le contraire se produit, si d'autres députés votent avec vous, cela peut déstabiliser les autres groupes et susciter des méfiances réciproques.. ce qui peut déboucher sur des oppositions et menacer notre unité. Or le *Pantjasila* veut l'unité de l'Indonésie. Voulez-vous être accusés de briser notre unité ? Ce sont les communistes qui agissent ainsi. Est-ce que vous êtes des communistes ? Bien sûr que non ! ". La candidature est retirée et J. Naro sera évincé de la présidence du PPP en août 1989. Mais, le jour où Sudharmono est élu par l'Assemblée de délibération du peuple, un nouvel incident extraordinaire se produit : un général bondit à la tribune et crie son désaccord. Il est rapidement emmené et l'on dira qu'il a agi en état de stress. Peu après, une campagne de rumeurs est déclenchée pour discréditer Sudharmono en l'accusant de sympathies de gauche, ce qu'il devra démentir publiquement.

Des déclarations sur la *sukses*, les modalités de l'élection présidentielle, la nécessité d'une ouverture de la vie politique et de plus d'égalité sociale se multiplient alors. Le Parlement montre un nouvel esprit d'indépendance. Les manifestations étudiantes de soutien aux revendications paysannes bénéficient d'une certaine indulgence militaire. On devine derrière ces manœuvres l'influence de Murdani. Mais, en l'absence de résultat concret, cela démontre en réalité la faiblesse des Forces armées face à Suharto qui parvient à étouffer le mouvement. En septembre 1989, dans l'avion qui le ramène de Moscou, il fait encore une de ces déclarations menaçantes dont il a le secret, annonçant qu'il " démolira " celui qui cherchera à le renverser par des moyens non constitutionnels, " qu'il soit politicien ou général ".

Depuis 1990, la marginalisation politique de l'armée s'est accentuée, se marquant à plusieurs niveaux. Ainsi, après le massacre des jeunes Timorais à Dili, le 12 novembre 1991, Suharto a autorisé une enquête dont les conclusions ont infirmé celles de l'armée. Un Conseil de discipline militaire a été constitué et a sanctionné les officiers responsables. Deux généraux ont été démis de leurs fonctions (il est vrai qu'ils étaient considérés comme proches de Murdani). C'était une première. Le fait que les militaires ne sont plus systématiquement au-dessus des lois a été confirmé à d'autres occasions.

L'armée est pourtant parvenue à marquer un point en mars 1993. Rompant encore une fois avec les traditions de l'Ordre nouveau, elle a pris l'initiative de proposer son candidat à la vice-présidence, le commandant en chef des Forces armées, le général Try Sutrisno, alors que, selon la rumeur, Suharto préférait B.J. Habibie. Try Sutrisno, ancien aide de camp présidentiel, connu pour son manque de flair politique, était acceptable

pour Suharto qui, cette fois, s'est donc laissé forcer la main. Si Suharto disparaissait en cours de mandat, l'armée était ainsi assurée de voir l'un des siens accéder à la présidence.

Mais Suharto a continué de montrer qu'il était le maître. Dans le nouveau gouvernement qu'il a nommé en mars 1993, l'armée a été réduite à la portion congrue et, mis à part le ministre de la Défense, le général Edi Sudradjat, ses représentants étaient des personnalités secondaires. Par contre, les partisans d'Habibie, la bête noire des militaires, y étaient nombreux. Habibie lui-même restait ministre de la Recherche pour la quatrième fois.

Quelques mois plus tard, en octobre, les militaires perdaient le contrôle du Golkar qu'ils s'étaient employés à reconquérir en 1988, à la fin de la présidence de Sudharmono. Au cinquième congrès du Golkar, en octobre 1993, pour la première fois de son histoire, un civil, le ministre de l'Information, Harmoko, dont le dévouement à Suharto est bien connu, est devenu " président général " de la formation gouvernementale. Egalement significative était la promotion de Tutut, fille de Suharto, à l'une des huit présidences du Golkar, tandis que son frère Bambang en devenait trésorier. Tutut est le seul enfant de Suharto à avoir des ambitions politiques.

Après la nomination d'Harmoko, le mécontentement de l'armée s'est manifesté par la voix du général Sembiring, aussitôt désavoué par sa hiérarchie. " Si Suharto n'était pas là, il n'y aurait ni Harmoko, ni Habibie ", a-t-il déclaré avec une netteté surprenante, affirmant par ailleurs que les forces armées ne voulaient pas " lâcher " le Golkar, que si elles choisissaient de soutenir le PDI en 1997, ce parti l'emporterait et qu'enfin la Présidence n'irait pas à un civil. L'hebdomadaire qui a osé publier l'interview, *Detik*, a été interdit en juin 1994. Le général, qui siégeait au Parlement, a été " rappelé " en février 1994.

La mise à l'écart de Benny Murdani en mars 1993 a marqué une nouvelle étape dans l'affaiblissement des Forces armées. Par le jeu des nominations qu'il contrôle désormais plus étroitement, Suharto s'est employé à éliminer l'influence de l'ancien homme fort et il a promu des officiers dont il était sûr. Si autrefois il fallait venir de telle ou telle division prestigieuse pour faire carrière, ou, au début de l'Ordre nouveau, des forces spéciales ou des services secrets, on voit monter maintenant d'anciens aides de camp présidentiels et des membres de la Famille. Le général Wismoyo Arismunandar, chef d'état-major de l'armée de 1993 à 1995, était le beau-frère de Suharto mais ses aventures ont déplu à Madame Suharto et il a été écarté. Le général Prabowo, qui a reçu sa première étoile et la direction des Forces spéciales en décembre 1995, est son gendre. Sa carrière rapide et l'influence qu'il exerce sur le Président font que certains voient en lui un dauphin possible.

A la veille des élections de mai 1997, Suharto a donc une sorte de garde prétorienne à la tête des Forces armées : le commandant en chef, le général Feisal Tanjung, qui a présidé le Conseil de discipline militaire en 1992 ; le chef d'état-major de l'armée, le général Hartono, très lié à la Famille et qui accepte de voir diminuer le rôle des militaires (n'a-t-il pas déclaré en octobre 1996 que tous les officiers étaient des cadres du Golkar et, lors d'un meeting, troqué symboliquement son uniforme contre la veste jaune de ce parti ?) ; le commandant de la région de Djakarta, le général Sutiyoso, est aussi un fidèle ; et il faut citer encore le commandant de la Réserve stratégique, le général Wiranto, et le chef d'état-major de la police, le général Diby Widoyo, tous deux anciens aides de camp du Président.

En fait, les Forces armées se trouvent profondément divisées. A l'opposé des fidèles de Suharto, qualifiés de " verts " car ils acceptent le rapprochement de Suharto avec l'is-

am, il y a les “ blanc et rouge ” (des couleurs du drapeau indonésien), plus professionnels et moins politiques, pour qui l'idéal des Forces armées ne se limite pas à assurer la sécurité du régime Suharto, à “ éteindre les incendies ”, comme l'a dit le général Edi Sudradjat. Leur loyauté va à l'Etat plus qu'au Président. Mais leur influence est affaiblie. Les militaires occupent moins de postes politiques (ministres, PDG d'entreprises d'Etat, gouverneurs de région, ambassadeurs), leur représentation au Parlement va diminuer (de 100 à 75). Suharto n'a plus en face de lui des officiers avec qui il doit traiter à égalité, comme cela a été le cas jusqu'à Murdani, mais des “ subalternes ” qu'il renvoie quand il n'en est pas satisfait, comme il l'a fait avec le chef d'état-major général, le général Suyono (lui aussi ancien aide de camp présidentiel), après la crise de juillet 1996 dont on parlera plus loin. L'armée n'a plus de tête politique.

Les luttes, aiguës par la perspective de la succession, demeurent feutrées et il n'est pas toujours facile de suivre l'évolution des clans rivaux. Certains militaires sont très inquiets de la montée de l'islam, qu'ils jugent dangereuse pour l'unité nationale. Signe de confusion, ou d'ouverture, l'armée consulte auprès de différents groupes civils pour définir son futur rôle. Le consensus sur la nécessité de maintenir la stabilité et de conserver la double fonction demeure, mais le temps est à l'indécision face à un pouvoir trop fort : comme en 1965 ?

Un islam plus ambitieux

Le relatif éloignement de Suharto vis-à-vis de l'armée a été contrebalancé par son rapprochement avec les musulmans à la fin des années quatre-vingt. L'équilibre des forces prévalant au début de l'Ordre nouveau se trouve ainsi sérieusement modifié.

L'islam est majoritaire en Indonésie¹⁵, puisque 87 % des Indonésiens sont musulmans. Par les chiffres, ils sont donc la plus grande nation musulmane du monde. Pourtant, depuis l'indépendance, les partisans d'un Etat islamique n'ont jamais pu imposer leurs vues ni par la voie électorale ni par la lutte armée. C'est que la majorité des musulmans indonésiens sont javanais et parmi eux, beaucoup, marqués par des croyances pré-islamiques, ne le sont que superficiellement, en tout cas pas au point de vouloir faire de la *shariah* leur règle de vie quotidienne. Sukarno puis Suharto, de nombreux officiers de l'armée sont des représentants de cette tendance.

En 1966, les musulmans ont activement soutenu l'armée pour renverser l'Ordre ancien et éliminer les communistes. Mais, le calme revenu, les militaires ont refusé de leur donner le rôle qu'ils attendaient. Déçus, les musulmans se sont retrouvés dans l'opposition. Ils ont dénoncé l'oppression politique dont ils étaient victimes, la préférence accordée

¹⁵ Il est de rite sunnite et suit l'école shafeite. La Muhammadiyah, créée en 1912, est réformiste tandis que le Nahdlatul Ulama, fondé en 1926, représente l'islam traditionaliste, qui est surtout rural et javanais.

aux minorités chinoise et chrétiennes¹⁶, l'appel aux capitaux japonais qui ruinaient leurs entreprises textiles, le déclin de la moralité. Seul le *Nahdlatul Ulama* (NU), solidement enraciné dans les villages javanais, a résisté au laminage de la réorganisation politique menée par l'Ordre nouveau. Aux élections de 1971, il a conservé à peu près la même audience (18,7 % des voix) que sous l'Ordre ancien. C'est lui qui, au sein du PPP, a essayé de tenir tête au pouvoir au Parlement. Mais en 1984, sous la direction de son nouveau président, le charismatique Abdurrahman Wahid, petit-fils de son fondateur, il abandonnait cette lutte perdue d'avance pour se consacrer à son objectif originel de 1926, le développement social et religieux de l'*umat*. Il a donc quitté le PPP. On verra que, si le NU a renoncé à jouer un rôle politique, Abdurrahman Wahid, fort des 35 millions de membres de son organisation, exerce une énorme influence au niveau politique national sans occuper de fonction officielle, ce qui est un cas unique.

Dans les années quatre-vingt, l'Indonésie a été touchée par la vague de renouveau islamique. Cela s'est marqué dans la fréquentation des mosquées, le port du foulard¹⁷, la multiplication des publications. En même temps on a vu monter une nouvelle génération de jeunes intellectuels musulmans modernistes, ayant fait des études universitaires, souvent en Occident. L'idée lancée en 1970 par l'un d'eux, Nurcholish Madjid, d'un renouvellement de la pensée musulmane qui consistait à renoncer aux revendications politiques au niveau de l'Etat (" en haut "), au profit d'une diffusion des valeurs islamiques au sein de la société (" en bas "), a été depuis largement adoptée. Les nouvelles classes moyennes sont aujourd'hui islamisées.

Le manque de liberté politique a contribué de son côté au renouveau islamique. Les jeunes Indonésiens ont cherché dans la religion un lieu où exprimer leurs aspirations et aussi un guide moral pour affronter les injustices sociales liées au développement économique. " La mosquée demeure un sanctuaire pour l'expression des frustrations et du mécontentement ", déclarait un intellectuel musulman¹⁸. On ne peut pas dire qu'il y ait pour autant un courant fondamentaliste en Indonésie. L'esprit de tolérance y demeure vivace, même s'il est parfois malmené.

Le pouvoir, de son côté, s'est employé à dissocier l'islam de la politique (comme l'avait fait en son temps le gouvernement colonial). Il se méfiait de l'islam, y voyant une source de fanatisme dangereux pour l'unité nationale et un conservatisme peu conciliable avec ses projets de développement et de modernisation. Mais, soucieux en même temps de ne pas apparaître comme son ennemi, il a fait preuve d'un esprit de compromis sur des points sensibles comme la loi sur le mariage ou le statut des " croyances " javanaises. A travers le ministère des Religions, le gouvernement gère le pèlerinage à La Mecque, la construction de mosquées, l'enseignement religieux. Utilisant le jeu des subventions, il est parvenu à faire passer le message du développement dans les *pesantren* (écoles coraniques) où l'on enseigne parfois aujourd'hui les langues étrangères, l'informatique, le ma-

¹⁶ La minorité chinoise ne regroupe que 3,5 % environ de la population mais domine l'économie. La communauté catholique (3 %) et protestante (6 %) a toujours exercé une influence plus grande que son importance numérique ne le ferait supposer.

¹⁷ Signe des temps, Tutut porte le foulard, à la Benazir Bhutto ; c'est d'ailleurs la seule de la famille.

¹⁸ *Far Eastern Economic Review*, 14 juin 1990.

nagement ou l'éducation sexuelle. Il a aussi entrepris une " réactualisation " de la loi coranique visant à la resituer dans le contexte indonésien moderne.

En même temps, il a " domestiqué " l'islam politique, obligeant ses différentes tendances à se regrouper dans le PPP, à adopter le " principe unique ", à renoncer à la Ka'abah comme emblème électoral et à adopter à la place une étoile à cinq branches, plus susceptible d'évoquer le *Pantjasila*. L'affrontement est devenu brûlant quand l'armée a massacré une centaine de manifestants musulmans en septembre 1984. Une série d'attentats à la bombe a alors frappé des cibles symboles du développement : une banque appartenant à Liem Sioe Liong, associé de Suharto ; le temple bouddhiste de Borobudur, haut lieu du tourisme ; des grands magasins... La répression a été immédiate mais il était évident que cette voie ne menait nulle part.

Renversant le mouvement, Suharto a choisi de se rapprocher des musulmans. Deux lois favorables à l'islam ont été adoptées en 1989, l'une sur l'enseignement religieux, l'autre officialisant les tribunaux islamiques. On a vu davantage de musulmans accéder à l'administration. Le port du foulard, qui était interdit dans les écoles publiques, a été autorisé. Désormais tous les discours officiels commencent par la formule arabe " *assalamu'alaikum* ". Des dissidents musulmans emprisonnés ont été libérés. Après la guerre du Golfe, Suharto et sa famille ont fait le pèlerinage à La Mecque, et tous les Indonésiens ont pu le voir à la télévision. Aussi, en mars 1993, Suharto a-t-il été réélu avec l'appui déclaré de la communauté musulmane, une manifestation en forme de " prière politique " a même eu lieu en sa faveur.

Mais le plus important dans cette politique de cooptation a été la création, en décembre 1990, de l'Association des intellectuels musulmans d'Indonésie ou ICMI, qui s'est donné pour président B.J. Habibie. C'était la légitimation tant attendue, l'occasion de donner à l'islam une voix nouvelle et de renforcer la participation des musulmans au pouvoir.

L'ICMI est loin d'être monolithique. On y trouve, d'une part, des " technocrates " proches d'Habibie, dont plusieurs ont accédé au gouvernement en 1993, d'autre part, des intellectuels musulmans de la nouvelle génération, qui voient dans l'ICMI un instrument puissant de promotion de l'islam au sein de la société et qui, eux, sont tenus à l'écart des postes de pouvoir. Certains, comme Adi Sasono, secrétaire général de l'ICMI depuis décembre 1995, sont venus du mouvement des ONG et restent préoccupés de progrès social. Tous, avec des nuances, appellent de leurs vœux une démocratisation, la fin de la double fonction et, surtout, par réaction contre ce qu'ils appellent la *kristianisasi*, une redistribution des avantages au profit des musulmans, bien naturelle selon eux, puisque leurs intérêts ont été si longtemps négligés et qu'ils sont après tout majoritaires¹⁹. L'exemple de la Malaisie, qui poursuit une politique de discrimination favorisant les Malais par rapport aux Chinois, les intéresse. On a vu se mettre en place une coopération entre l'ICMI et l'*Institute of Policy Research*, proche d'Anwar Ibrahim, vice-Premier ministre de Malaisie.

L'ICMI tire sa force de la protection de Suharto : c'est aussi sa faiblesse. On en a eu la preuve en mars 1997. Amien Rais, importante personnalité musulmane, puisqu'il est président de la Muhammadiyah (deuxième organisation musulmane après le NU) et prési-

¹⁹ Voir Ramage (D.), *Politics in Indonesia. Democracy, Islam and the Ideology of Tolerance*, Londres, Routledge, 1995, chap.3.

dent du conseil scientifique de l'ICMI, a dû soudainement démissionner de ce dernier poste. Il avait mécontenté Suharto en se déclarant " écœuré " de la politique économique et sociale du régime, et en particulier de la façon dont sont octroyées les concessions minières²⁰.

La nouvelle assurance des musulmans et les importants moyens alloués à l'ICMI, qui a un Centre d'information et d'études du développement (CIDES), un quotidien, *Republika*, et plusieurs revues, organise toutes sortes de conférences, bref fait partout entendre sa voix, ne vont pas sans inquiéter. Ne peut-on voir là le lancement d'un processus qui, sous couleur d'islamiser la société et l'Etat, ferait ressurgir à terme la revendication d'un Etat islamique ? Ce n'est sûrement pas l'idée de Suharto, l'homme du " principe unique ", ni d'Habibie, son disciple. Mais, dans l'opinion, l'image de l'ICMI est celle des intellectuels les plus radicaux. Les plus inquiets sont les militaires, ceux qui ne suivent pas aveuglément Suharto, et qui voient se profiler à nouveau l'" extrémisme de droite ". Les Sino-indonésiens, les chrétiens redoutent aussi le nouvel esprit de discrimination qui met en danger l'unité nationale telle qu'elle a pu exister jusqu'ici, fondée sur le *Pantjasila*.

Assez paradoxalement, cette thèse est soutenue également par Abdurrahman Wahid, le chef du *Nahdlatul Ulama*. Il est le seul dirigeant musulman d'envergure qui ait refusé d'emblée d'adhérer à l'ICMI. Il estime que Suharto mène là un jeu très dangereux, favorisant le développement d'un sectarisme qui pourrait à terme mettre l'Indonésie sur la voie de l'Algérie ou de la Yougoslavie. Il l'a fait savoir à Suharto dont il est l'un des critiques les plus coriaces. Le Président s'est d'ailleurs efforcé de l'évincer de la direction du NU, sans y réussir jusqu'ici. Wahid sait admirablement jouer, à la javanaise, de l'indépendance de son organisation et du poids qu'elle représente. Il a par exemple organisé, le 1^{er} mars 1992, un grand meeting du NU au stade de Djakarta, pour célébrer l'anniversaire de l'organisation et réaffirmer sa fidélité... au *Pantjasila*. Le motif était inattaquable, mais Suharto aurait préféré une déclaration en faveur de sa candidature. Wahid avait annoncé un million de personnes, le pouvoir n'en a autorisé que 200 000. Cela a été le meeting non gouvernemental le plus important depuis les manifestations de 1966. Un meeting du même genre a eu lieu au stade de Surabaya (Java Est), le 15 décembre 1996, sur le thème " Développer l'honnêteté, la justice et le bon exemple ".

Abdurrahman Wahid est un démocrate convaincu. Il estime que la démocratie (avec le *Pantjasila*) est le seul dénominateur commun pouvant permettre de concilier les intérêts des musulmans et des non-musulmans, et qu'il est donc plus urgent de lutter pour la dé-

²⁰ Ce dernier sujet était brûlant. La récente découverte de la plus grande mine d'or du monde à l'est de Kalimantan a déclenché une âpre empoignade entre compagnies minières canadiennes associées à certains enfants de Suharto. Ceci confirmait fâcheusement la collusion entre pouvoir et intérêts financiers. La solution finale a attribué 45 % des bénéfices à BreX, le découvreur, 30 % à une compagnie appartenant à Bob Hasan, proche associé et ami de longue date de Suharto, mais aussi à deux fondations charitables de Suharto lui-même, 15 % à Freeport, qui exploite déjà une énorme mine de cuivre et d'or en Irian, et 10 % au gouvernement indonésien. " L'Ordre ancien, que je hais, a déclaré Amien Rais, protégeait au moins les richesses nationales. Mais maintenant, toute protection a disparu... C'est l'Etat qui a la portion congrue. Si cela se passait à l'époque coloniale, on comprendrait peut-être. Mais nous sommes indépendants depuis cinquante ans ". Voir Forum Keadilan, 27 janvier et 10 mars 1997, *Far Eastern Economic Review*, 20 et 27 février 1997, *Asiaweek*, 7 mars 1997.

mocratie que pour la représentation de l'*umat* au niveau de l'Etat²¹. Il a été très frappé par l'affaire du *Monitor* qui, en 1990, a déchaîné les passions musulmanes. Ce journal à sensation, appartenant au premier groupe de presse indonésien qui est catholique (le second est protestant), avait publié un sondage-jeu sur les personnalités les plus populaires. Si Suharto était bien arrivé en tête, Mahomet n'était que 11^{ème} (après Tutut et Saddam Hussein). Ce sacrilège a provoqué la mise à sac des locaux de *Monitor* qui a été retiré de la circulation, tandis que son rédacteur en chef était condamné à cinq ans de prison. Wahid a été le seul dirigeant musulman à condamner fermement cette réaction au nom de la liberté d'expression. Il a fondé peu après, avec une cinquantaine d'autres intellectuels, le *Forum demokrasi* où il milite notamment pour l'égalité des citoyens, sans discrimination religieuse. Son audience est grande, même si au sein du NU ses idées surprennent souvent. Il représente la voix de l'islam ouvert et pluraliste.

Si Habibie se sert de l'ICMI comme tremplin vers la vice-présidence, Suharto, court-circuitant les organisations existantes, enrôle directement l'*umat* pour sa réélection. C'est sans doute le sens de la cérémonie à grand spectacle donnée pour la fin du Ramadan, début février 1997, sur la place de l'Indépendance à Djakarta, devant le Monument national, au cours de laquelle il a prononcé la prière et fait retentir le tambour réservé à cet usage. A la fin de 1996, il avait réuni dans la capitale indonésienne, d'une part, un Forum islamique pour la science, la technologie et le développement des ressources humaines, et de l'autre, les ministres de la Conférence islamique dont il a obtenu le soutien à propos de Timor. Il s'était rendu en Bosnie en 1995. L'Indonésie entend désormais s'imposer dans le monde musulman plus qu'elle ne l'avait fait jusqu'à présent.

La crise de juillet 1996 : un mouvement démocratique décapité mais résis- **tant**

Le système politique n'offrant pas de moyen d'expression à l'opposition, c'est hors des institutions qu'un mouvement en faveur des libertés s'est affirmé sous l'Ordre nouveau.

Les étudiants y ont joué un rôle très actif. Les jeunes ou *pemuda* sont traditionnellement le seul groupe social qui puisse s'affirmer en " force morale " face au pouvoir. S'ils soutenaient l'armée en 1966, c'est contre le régime qu'ils descendent dans la rue en 1974, puis en 1977-78. Leur Livre blanc de 1978 commence ainsi : " Nous n'avons plus confiance en Suharto et ne voulons plus de lui comme président ". Seule la répression leur répond au nom de l'ordre et de la stabilité. Abandonnant l'affrontement direct, jugé stérile, le mouvement étudiant se remobilise à la fin des années quatre-vingt pour des causes sociales, la défense du " petit peuple ", paysans et ouvriers. La défense des 5 268 familles déplacées pour le barrage de Kedung Ombo prend une valeur symbolique en 1989.

Parallèlement, des ONG s'organisent pour la défense des droits de l'homme. L'Institut d'aide juridique (*Lembaga Bantuan Hukum* ou LBH), créé dès 1971 par l'avocat Adnan Buyung Nasution, est l'une des plus anciennes et l'une des plus importantes aussi. Très active, elle a fait de nombreux émules. Plus récemment se sont créés des syndicats in-

²¹ Voir Ramage (D.), *op. cit.*, chap. 2 et 5.

dépendants. L'un des premiers portait le nom symbolique de " Solidarité ". Le pouvoir fait la vie dure à ces organisations qu'il refuse de reconnaître, mais qui reçoivent un soutien international. Leurs dirigeants sont régulièrement envoyés en prison.

Pendant la période dite d'ouverture, à partir de 1990, le mouvement démocratique a pris de l'extension.

Le *Forum demokrasi*, créé en mars 1991 par une cinquantaine d'intellectuels, dont Abdurrahman Wahid, a beaucoup d'influence malgré une existence fantomatique : ses réunions sont le plus souvent interdites. La souplesse de son organisation lui a permis de survivre.

D'autres organisations aux noms évocateurs ont fleuri ces dernières années : Forum pour la restauration de la souveraineté du peuple, Ligue pour le rétablissement de la démocratie, Fondation de l'harmonie et de la fraternité nationale. Elles ont souvent une vie brève ou discrète par nécessité. On a vu aussi reparaître des avatars des anciens partis, nationaliste, protestant, musulman (le *Masjumi*, interdit par Sukarno pour avoir pris part aux rebellions en 1958). C'est là plus une déclaration de liberté qu'un réel espoir de les voir retrouver leur importance passée. Un ancien député du PPP, " rappelé " et condamné à 34 mois de prison pour " mépris du Président ", Sri Bintang Pamungkas, a fondé le PUDI ou *Parti Uni Demokrasi Indonesia* pour exercer " une pression morale ". Le parti a été interdit. Forte personnalité, un peu tête-brûlée, très populaire, Bintang s'est ensuite porté candidat à la Présidence de la République, le 11 octobre 1996. Son intention est didactique : il faut briser les tabous, dit-il, pour faire progresser l'opinion. Il soutient aussi qu'on peut changer la Constitution, qu'elle n'est pas sacrée. A la fin du Ramadan, il a envoyé aux dirigeants civils et militaires des cartes reprenant trois points du programme de son parti : boycottage des élections, pas de septième mandat à Suharto, préparation de l'après-Suharto...

Autre manifestation de l'aspiration au changement, la création du KIPP ou Comité indépendant pour la surveillance des élections, en mars 1996. Il n'a sans doute pas les moyens de mener à bien cette gigantesque tâche et il n'est pas sûr qu'on le laisserait faire, mais son existence est déjà significative. Tout ce foisonnement, sans représenter un réel danger pour le pouvoir, indique à la veille des élections de 1997 les mouvements et les aspirations travaillant la " société civile ".

C'est surtout le *Partai Demokrasi Indonesia* ou PDI qui s'est trouvé placé au centre de la revendication démocratique. Déjà, au moment des élections précédentes, en 1992, il avait pris des positions en flèche, réclamant une limitation du nombre des mandats présidentiels, une révision du système électoral et s'affirmant prêt à désigner son propre candidat face à Suharto jusqu'au moment où, soumis à de très fortes pressions, il a complètement fait machine arrière. Son président, Suryadi, n'en a pas moins été écarté par le pouvoir.

Par un retournement de circonstances totalement inattendu, c'est la fille aînée de Sukarno, Megawati, qui a succédé à Suryadi en décembre 1993. Elle a été portée à la présidence du PDI par un élan venu de la base et contre la volonté du pouvoir (sans doute avec l'appui occulte de la faction de l'armée anti-Suharto). Même si elle n'a pas le charisme de Sukarno, Megawati est naturellement auréolée du prestige de son père qui, honni en 1966, a retrouvé une forte popularité depuis la fin des années soixante-dix. Elle a pris soin de ne pas se présenter en opposante, faisant savoir qu'elle ne ferait pas de sukarnisme ni ne remettrait en cause les institutions, en particulier la double fonction.

Même si ses détracteurs ne voulaient voir en elle qu'une mère de famille de cinquante ans qui ne s'était jamais distinguée par ses prises de position (elle était députée depuis 1987), elle a rapidement acquis une dimension nationale, apparaissant de plus en plus comme une candidate possible face à Suharto.

Plus préoccupant encore pour le pouvoir a été son rapprochement avec Abdurrahman Wahid au début de 1996. Le parallèle avec les Philippines de 1986 était présent dans tous les esprits, mais si Megawati était Cory Aquino et Wahid le cardinal Sin, qui donc était Marcos ? demandait perfidement le chef du NU. Megawati ne représentait pas encore un réel danger, mais elle devenait gênante à l'approche de l'élection présidentielle.

Le pouvoir a donc recouru à un stratagème éprouvé : une faction rivale a été encouragée contre Megawati au sein du PDI, certains de ses cadres ont été accusés de sympathies communistes. Finalement, un Congrès extraordinaire du parti a été convoqué par ses opposants le 20 juin 1996, qui a désigné comme nouveau président du parti... Suryadi, et qui a vite été entériné par le gouvernement malgré les protestations des partisans de Megawati. Plusieurs manifestations de soutien ont eu lieu, dépassant largement le cadre du PDI : une trentaine d'ONG se sont déclarées en faveur de Megawati. Beaucoup plus que la présidente du PDI, elle devenait le symbole de la résistance au régime Suharto et de la lutte pour les libertés. Une tribune avec prise de parole libre s'est organisée quotidiennement au siège du PDI, attirant un public enthousiaste.

Le 27 juillet 1996, au petit matin, Suryadi a fait investir le bâtiment avec l'appui des forces de l'ordre. Selon la Commission nationale des droits de l'homme, l'affrontement, très brutal, a fait 5 morts, 149 blessés et 23 disparus. Le même jour, de violentes émeutes éclataient dans les rues de Djakarta, des dizaines de bâtiments et de véhicules étaient incendiés, les dégâts étaient estimés à 42 millions de dollars. Bientôt l'armée recevait l'ordre de tirer à vue. Le calme se rétablissait. Cent vingt-quatre partisans de Megawati étaient arrêtés et traduits en justice.

Le pouvoir a attribué la responsabilité de ces événements à un groupuscule de jeunes activistes, le Parti populaire démocratique (PRD). Il l'a accusé d'être une résurgence du Parti communiste interdit et le centre d'un complot international contre le gouvernement. D'anciens prisonniers politiques, des représentants des ONG et même Megawati ont été longuement interrogés. En août, on a arrêté les dirigeants du PRD qui se cachaient, dont son président de 27 ans, Budiman Sudjatmiko. Le président du syndicat indépendant " Prospérité ", Mochtar Pakpahan, qui avait été élargi peu de temps auparavant, a été remis sous les verrous. Accusés de subversion, ils risquent la peine de mort.

La thèse officielle a paru quelque peu éculée et n'a pas fonctionné comme prévu. Les interrogatoires ont tourné court, l'environnement de Budiman Sudjatmiko était " propre " : ses parents étaient de bons musulmans. Comme il s'était caché chez un père jésuite, on a évoqué la théologie de la libération. Mais les observateurs ont préféré parler des injustices sociales et du manque de liberté pour expliquer l'apparition de mouvements comme le PRD. Toute l'affaire a paru avoir été menée avec quelque maladresse. Le président vieillissant perdrait-il la main ?

S'étonnant que les agressés et non pas les agresseurs du 27 juillet soient poursuivis, Megawati a choisi de continuer la lutte sur le terrain du droit. Elle a porté plainte contre Suryadi, le ministre de l'Intérieur et la direction de l'armée. Ses avocats se sont donné le nom de " Comité de défense de la démocratie ". Quand la Cour s'est déclarée incompétente,

elle a fait appel, sans se faire beaucoup d'illusion quant au résultat, mais pour l'exemple.

La situation était nouvelle et, pour reprendre les termes de Gunarvan Mohamad, " le mouvement pour la démocratie s'avance en terrain inconnu ". Les partisans de Megawati ne se sont pas démobilisés, harcelant Suryadi qui n'est pas parvenu à reprendre le parti en main. Megawati et les siens n'en ont pas moins été éliminés de la liste des candidats PDI aux élections. Ainsi rejetée hors du système, pourra-t-elle continuer sa lutte ? Et pour qui vont voter tous ceux qui l'avaient choisie ? On s'attend à une forte augmentation du " groupe blanc ", c'est-à-dire de ceux qui, pour voter, poinçonnent la marge blanche du bulletin et non pas le symbole de l'un des trois partis. Ces bulletins n'étant pas pris en compte, leur nombre restera inconnu. Il semble en tous cas que le système ait atteint là ses limites.

D'autre part, des émeutes ont éclaté à travers le pays depuis octobre 1996 : à Situbondo (Java Est) en octobre, à Tasikmalaya (Java Ouest) en décembre, à Sanggau Ledo (Kalimantan Ouest) fin décembre, à Djakarta et dans ses environs en janvier, à Bandung (Java Ouest), à Malang (Java Est) et dans plusieurs villes de Java Centre en janvier et février. Leurs causes sont diverses, souvent religieuses au départ, mais on a vu aussi des mouvements antichinois, des rébellions contre la police, des affrontements entre population locale et " transmigrants "22, des mouvements ouvriers. Il y a eu plusieurs centaines de morts et des dégâts très importants. Trente-deux églises ont été brûlées. Suharto accuse à nouveau les communistes qui, suivant " les enseignements de Mao ", veulent " encercler la ville à partir des campagnes " pour déstabiliser le pouvoir. Un renforcement du contrôle militaire est annoncé. Y a-t-il derrière tout cela une manœuvre concertée, un " cerveau " ? les accusations s'entrecroisent. Les observateurs indonésiens y voient plutôt l'expression des frustrations nées des inégalités sociales. En tout cas, à la veille des élections, l'ordre ne règne pas et c'est là un phénomène nouveau.

Quelles chances pour un changement ?

Si l'on reste dans le cadre institutionnel, le problème le plus proche est l'échéance présidentielle de mars 1998. Suharto obtiendra certainement un septième mandat. Il est vrai qu'à moins de circonstance imprévue, il n'a pas de rival crédible. Il a tout fait pour cela. L'opposition s'avance en ordre dispersé et en état de faiblesse, et un raz-de-marée populaire paraît peu vraisemblable.

Reste la question du Vice-Président, successeur éventuel. La candidature de B.J. Habibie se précise sans être encore officielle. En septembre, Suharto l'a envoyé faire deux conférences aux dirigeants militaires sur l'Indonésie du XXI^{ème} siècle, son sujet favori. Il a déclaré que la distinction entre civil et militaire n'était plus valable désormais pour choi-

22 Pour décongestionner Java trop peuplée — 115 millions d'habitants, 132 000 km² — le gouvernement organise une " transmigration " de Javanais vers les îles moins peuplées. Ceci entraîne des affrontements récurrents — cette fois-ci à Kalimantan Ouest.

sir le Président. Il a dit aussi qu'il serait bon que Suharto puisse se reposer et profiter de ses vieux jours. Ces ballons d'essai émanent sans doute de Suharto lui-même.

L'armée peut-elle accepter Habibie ? Jusqu'ici le consensus implicite était que le Président serait javanais, musulman et militaire (Habibie n'est ni javanais ni militaire). C'est là que les divisions de l'armée vont jouer. Est-elle encore capable d'imposer son candidat comme en 1993 ? Et quel serait-il ? Le commandant des Forces armées, Feisal Tanjung, réputé proche d'Habibie ? Son chef d'état major, Hartono, qui, selon certaines rumeurs, nourrit des ambitions présidentielles ?

Tant que Suharto reste au pouvoir, il y a peu de chance de voir le système se démocratiser. Les intellectuels déplorent l'absence d'une tradition de débat démocratique qui fait que toute critique est vécue par le pouvoir comme une attaque, donc réprimée. Ainsi le problème de la succession ne peut être abordé de façon rationnelle. Ils espèrent qu'un nouveau président, nécessairement moins puissant, sera obligé d'être plus conciliant.

La démocratisation est-elle vraiment souhaitée ? Pour tenter de répondre à cette question, il ne faut pas négliger le poids du message politique martelé depuis tant d'années, le seul que connaissent beaucoup de jeunes Indonésiens : la démocratie libérale a été un échec, la " démocratie dirigée " a mené au chaos économique et politique, seule la démocratie *Pantjasila* a permis le développement grâce à la stabilité.

Nombreux sont ceux qui souhaitent un système interdisant la répétition du règne Suharto, un système où l'exécutif aurait des comptes à rendre devant un Parlement représentatif, respecterait les libertés et la justice et répartirait plus justement les " fruits du développement " — mais où la stabilité serait maintenue.

Une telle évolution ne saurait se réaliser sans l'appui de l'armée. Elle qui s'est voulue " *stabilisator* " et " *dinamisator* ", peut-elle être " *demokratisator* " ²³ ? On peut en douter. Les militaires sont depuis longtemps opposés à la démocratie " libérale " et se méfient de ceux qui veulent aller trop vite trop loin. Ils reconnaissent que la situation a évolué, que la priorité n'est plus tant la " sécurité " que la gestion de la " prospérité " : il s'agit de préserver en les améliorant les acquis économiques de l'Ordre nouveau. Nombreux sont les généraux qui estiment que l'autoritarisme de Suharto est devenu un facteur défavorable, qu'il joue un jeu dangereux en laissant prospérer la corruption et en encourageant l'islam politique contre lequel l'armée se voit comme un rempart. Ils souhaitent donc réformer le système actuel, pas le renverser ni laisser le pouvoir aux civils. Mais, divisée et affaiblie, l'armée paraît manquer aujourd'hui de projet.

Quant aux classes moyennes qu'on veut souvent considérer comme une force de démocratisation, il apparaît d'abord qu'elles sont peu nombreuses et plus pauvres que dans d'autres pays d'Asie comme la Thaïlande ou la Corée, et qu'elles sont en partie sino-indonésiennes donc traditionnellement peu enclines à faire de la politique. Enfin elles seraient plutôt conservatrices et soucieuses de préserver ce que l'Ordre nouveau leur a permis d'acquérir²⁴.

La revendication pour plus de démocratie qui s'est manifestée en soutien à Megawati

²³ " Beda pedang dan pena " (La différence entre l'épée et la plume) par Deliar Noer, dans *ABRI punya Golkar ?* (Les Forces armées sont-elles propriétaire du Golkar ?), Djakarta, ISAI, 1996, p. 28.

²⁴ *International Herald Tribune*, 2 octobre 1996, interview du politologue Juwono Sudarsono.

n'en continue pas moins à se faire entendre, mais tout le monde a conscience qu'un bouleversement socio-politique grave ferait fuir les investisseurs et mettrait en danger le développement. Le changement, si changement il y a, viendra plutôt d'en haut et l'armée y jouera sans doute un rôle important.